

eaux et rivières sont situées partiellement dans les Etats-Unis et le Canada, et nos règlements ne peuvent être appliqués aux pêcheurs américains. La conséquence, c'est que, si, d'un côté, nos pêcheurs sont entravés par ces règlements qui protègent assez convenablement le poisson, de l'autre, l'effet est entièrement détruit par suite du fait que les Américains peuvent pêcher presque sans aucune restriction. Dans certains quartiers, sur la rivière Saint-Jean, par exemple, il y a des règlements rigoureux relatifs à la pollution des eaux par les scieries ; mais aucun règlement de ce genre n'est appliqué de l'autre côté de la ligne frontière.

Relativement au lac des Bois, il s'est élevé une question qui intéresse les deux pays. Près des bords du lac, dans les deux pays, il y a un grand nombre de Sauvages, dont mille dans ce pays et trois mille dans les Etats-Unis. Notre gouvernement a admis la nécessité de les supporter et de favoriser leurs intérêts. Mais, malheureusement, le buffle ayant disparu, leurs moyens d'existence ont manqué avec lui et, conséquemment, la protection du poisson est une question importante qui intéresse les Sauvages.

Or, le gouvernement américain a consenti à aider notre gouvernement à réglementer la pêche et à protéger le poisson dans tout le lac. Notre gouvernement seul ne pouvait pas employer des moyens efficaces, et la chambre apprendra avec plaisir que non seulement la question de la pollution des cours d'eau, mais aussi celle de la protection du poisson dans le lac des Bois, question qui affecte directement nos Sauvages, ont été réglées à l'amiable avec le gouvernement des Etats-Unis, d'une manière qui favorisera les deux parties.

Nul doute que le chef de l'opposition, en parlant de cet article que je viens de traiter, fera observer qu'il est aussi remarquable, par ce qu'il ne contient pas, que par ce qu'il renferme. Nul doute qu'il attire l'attention sur le fait qu'il n'y a pas question des procédures tendant à obtenir des relations commerciales plus étendues et qui ont été l'objet de la visite de nos ministres à Washington.

Mais je suis certain que les membres de la chambre sont convaincus que, lorsque les ministres, qui ont rempli ce devoir, soumettront leur rapport à la chambre, on constatera qu'en allant à Washington, ils ont fidèlement accompli les promesses faites au pays ; qu'ils se sont efforcés honnêtement et sérieusement d'obtenir des relations commerciales plus libres avec les Etats-Unis ; et je n'ai pas de doute que l'on verra que dans toutes leurs négociations, dans toutes leurs délibérations, dans toutes les ouvertures faites, et dans toutes les discussions et procédures de la conférence, nos ministres ont invariablement cherché à sauvegarder l'honneur du Canada, et j'ai la conviction qu'on s'apercevra, et la chambre s'en réjouira, que dans toutes les ouvertures qui ont été faites, les ministres de Sa Majesté dans le Canada n'ont jamais oublié que ce pays est une colonie anglaise, possédant un peuple loyal, et que toutes négociations doivent être basées sur ce principe, savoir : que nous n'établirons jamais de droits différentiels contre les marchandises de l'Angleterre.

En faisant ces observations, je ne parle pas avec l'autorité d'un ministre de Sa Majesté, mais seulement comme un simple membre de la chambre et du parti conservateur, qui a assez de confiance dans le gouvernement du jour, pour croire que la politique que je viens d'indiquer sera celle qu'il suivra.

Il ne serait pas opportun maintenant de discuter la question de réciprocité ou de réciprocité absolue, et je n'en ai ni le temps, ni le désir. Néanmoins, je me permettrai de rappeler à quelques-uns de nos amis dans cette chambre ce fait, abstraction faite des mérites de la question et du fait de savoir si la politique du parti conservateur ou du parti libéral sur ce sujet est bonne, qu'il existe non seulement parmi le peuple du pays, mais parmi des membres de cette chambre, un malentendu au sujet de la position du parti conservateur sur cette question.

Je parle de la sorte, parce que, dans des élections récentes, j'ai entendu des députés faire des observations sur la position du parti conservateur, indiquant—car je ne peux pas croire que cette position était définie faussement avec intention—qu'il doit y avoir un malentendu à ce sujet ; et si des députés qui ont entendu toutes les discussions, ne comprennent pas encore la position du parti conservateur sur cette question, il n'est pas étonnant que, dans tout le pays, il y ait des gens qui partagent la même erreur.

Ainsi que je l'ai dit, sans entrer en aucune façon dans les mérites de la question, j'aimerais dire à nos amis de l'opposition que tout autant qu'eux, nous désirons la réciprocité avec les Etats-Unis ; que maintes fois, nous avons prouvé notre désir d'obtenir des relations commerciales plus libres, et que maintes fois, nous avons fait voir virtuellement que notre intention était de nous assurer ces relations, si la chose était possible.

Mais je désire aussi rappeler à l'opposition le fait qu'elle semble oublier, que, bien que le parti conservateur désire obtenir des relations commerciales plus libres avec les Etats-Unis, nous comprenons clairement la différence qu'il y a entre la réciprocité et la réciprocité absolue.

J'aimerais dire aux membres de l'opposition que, quand ils signalent avec orgueil le fait qu'il y a eu autrefois un traité de réciprocité et que ce pays a prospéré sous ce traité, nous, membres du parti conservateur, admettons qu'il y a eu un traité de réciprocité et que la prospérité a régné à cette époque ; mais nous n'ignorons pas qu'il y a eu alors des causes qui n'existent pas aujourd'hui, et qui font comprendre la raison de cette prospérité. Car, sans énumérer toutes les causes de différence entre cette époque et aujourd'hui, personne ne peut avoir vu la construction des chemins de fer sans comprendre l'effet qu'a eu sur la condition du peuple, la construction du Grand Tronc, laquelle a commencé vers ce temps-là.

La réciprocité a été obtenue en 1854, et je comprends parfaitement bien comment tout le monde, conservateurs et libéraux, s'accordait à dire que la réciprocité était nécessaire, parce que les Etats-Unis étaient le marché naturel, et de fait, le seul marché, sauf le marché indigène, vu qu'il n'y avait pas alors de voies de communication avec les côtes maritimes et entre l'Angleterre et notre pays, pour permettre d'expédier nos produits à l'étranger, l'eût-on même désiré. A cette époque, d'autres chemins de fer ont été construits, savoir : le Great Western et le Northern. Puis, la guerre de Crimée a éclaté, durant laquelle des milliers d'hommes ont été appelés sous les armes par les grandes nations de l'univers, et il fallait nourrir ces armées, et le Nord-Ouest n'étant pas encore ouvert, et les Etats de l'Ouest n'existant pas encore, la république Argentine et l'Egypte, comme producteurs de grains, n'étant pas encore connus, nous avons